COMMUNIQUE DU COLLECTIF JEUNES MINEURS ROUENNAIS et LES SOUTIENS

Durant cet été où les jeunes sont mis à l'abri, la bataille continue pour leur reconnaissance de minorité et leur prise en charge par l'ASE. Ceux qui ne sont pas reconnus mineurs ont fait des recours auprès du juge des enfants et ces démarches demandent des mois pendant lesquels ils vivent dans le stress et l'inquiétude pour leur avenir. Pendant ces mois d'attente le temps passe, sans abri, sans logement, sans scolarisation et certains atteignent la majorité.

Quatre jeunes ont été reconnus mineurs et l'un a gagné en appel ! Cela prouve que les premières évaluations réalisées par le service chargé de le faire par le département, sont erronées. Un jeune sur deux gagne le recours. Et cela se confirme avec les jeunes du collectif. Cela n'empêche pas le département de refuser de reconnaître la présomption de minorité et de ne pas assurer la protection qui leur est due au moins durant le temps des démarches.

Il faut savoir qu'en cas de recours, le juge demande systématiquement des tests osseux, de la clavicule, du poignet, des os de la main ... Cela veut dire que, contrairement à ce que stipule la Convention internationale des droits de l'Enfant on ne veut pas croire leurs documents, considérés comme faux alors qu'ils ont été reconnus par leur pays d'origine. Cette pratique d'un autre âge est une épreuve supplémentaire inhumaine, humiliante. Et surtout, ces tests ne sont pas fiables. Ce n'est pas tout ! Quand enfin, la minorité est reconnue, le département fait appel. C'est de l'acharnement ! Autre exemple de maltraitance exercé par l'ASE : un des jeunes qui a été reconnu mineur a donc été pris en charge par l'ASE. Le jour même de ses 18 ans il a été renvoyé de l'ASE, sans qu'aucune solution ne lui soit proposée, contrairement à la loi qui oblige les départements à attribuer le statut de jeune majeur aux jeunes pris en charge par l'ASE durant leur minorité. Heureusement que le collectif est là et qu'il y avait un lieu d'hébergement pour l'accueillir, lieu obtenu grâce à la lutte et à la solidarité.

Enfin, les appels effectués par les jeunes sont souvent reportés. La raison ? Il n'y a pas de traducteur (obligatoire) alors que la langue parlée par les jeunes est connue depuis longtemps. Là encore le report va repousser le jugement de plusieurs mois.

Tout est donc fait pour multiplier les obstacles et empêcher que ces jeunes soient pris en charge, protégés, scolarisés, hébergés comme tout autre mineur.

ROUEN, le 25/072025